Prolétaires de tous les pays, unissez vous!

La Voix des Travailleurs

De Stem van de Arbeiders

n° 39

p.a.f. 0,60 € - **janvier 2014**

Périodique du groupe Lutte Ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskiste)

2014 :
le patronat continue sa guerre de classe contre le monde du travail

Dans ce numéro:

De Stem van de Arbeiders is ook in het Nederlands verkrijgbaar

Lutte Ouvrière – Arbeidersstrijd se prépare à présenter une liste LUTTE OUVRIERE aux élections fédérales dans la circonscription du Hainaut.

Nous voulons faire entendre le camp des travailleurs dans ces élections et porter les revendications fondamentales du monde du travail face aux capitalistes et leurs gouvernements qui nous font payer leur crise :

- **Interdiction des licenciements et répartition du travail entre tous sans perte de salaire**
  Les emplois et les salaires doivent passer avant les profits !
- **Contrôle des comptes des grandes entreprises et des banques par les travailleurs**
  Ce sont les travailleurs qui créent toutes les richesses. Mais ils sont les derniers à être au courant des décisions des patrons, décisions qui déterminent pourtant leur vie. Ils sont en droit d'exiger des comptes !

Il est évident que ce n'est pas par les élections que les travailleurs peuvent imposer ces mesures d'urgence pour le monde du travail. Pour obliger le patronat et le gouvernement à reculer, il faut une force plus grande que celle des bulletins de vote. C'est par la lutte collective que les travailleurs peuvent devenir cette force, capable de faire reculer le patronat et d'imposer d'autres règles que la recherche du profit.

Mais pour cela, les travailleurs ont besoin de leur propre programme. C'est ce programme de défense des travailleurs que les candidats de Lutte Ouvrière veulent faire entendre à l'occasion de ces élections.

Participez !

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Le parti que nous voulons construire, n'est pas un énième parti qui fera des promesses qu'il ne saura tenir. Nous voulons au contraire contribuer à recréer des liens entre les travailleurs qui ne veulent plus accepter ce système. C'est collectivement et en s'organisant que les travailleurs peuvent peser, et même changer la société.

Si vous pensez que notre point de vue doit être entendu, aidez-nous ! Collecter des signatures pour la liste Lutte Ouvrière, distribuer des tracts, réunir ses amis, voisins ou collègues pour discuter, coller des affiches, convaincre ses amis de voter pour nous, faire un don, toutes les contributions sont les bienvenues. Contactez-nous pour avoir du matériel de campagne !

Qui sommes nous

Le capitalisme montre tous les jours qu'il n'est pas seulement un système injuste et violent, mais qu'il est une sérieuse menace pour l'humanité : il cause les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle, qui est divisée en classes sociales et repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Lutte Ouvrière organise des hommes et des femmes qui sont convaincus que le communisme est le seul avenir pour l'humanité.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.

Nous sommes convaincus que les travailleurs ont les moyens de remplacer l'État de la bourgeoisie et de soumettre les grandes entreprises et les banques ainsi que tout le fonctionnement de l'économie et de la politique à leur contrôle collectif et démocratique. C'est la condition pour que la majorité de la population puisse effectivement exercer le pouvoir et organiser la société dans l'intérêt de tous.

De plus, nous défendons l'idée que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre. Nous nous revendiquons du manifeste communiste de Karl Marx et Friedrich Engels qui finit par l'appel : Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Lutte Ouvrière – Arbeidersstrijd fait partie de l'Union communiste internationaliste (trotskiste) dont la section la plus connue est Lutte Ouvrière en France, le parti d'Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud.

Nous nous revendiquons de Trotski, le révolutionnaire russe et compagnon de Lénine, qui a été assassiné pour n'avoir jamais plié et avoir défendu jusqu'au bout les idées communistes contre le stalinisme.

Pour nous contacter:

Ecrire à **BP 62 5100 Jambes**, sans autre mention

à **contact@lutte-ouvriere.be**,

ou par téléphone au **0479-44.81.52**.

éditeur responsable: P. Lambert, même adresse

Site internet :

http://www.lutte-ouvriere.be

Abonnements:

Normal: 8,50 € pour 10 numéros (1 an)
Avec soutien: 15 € pour 10 numéros (1 an)

Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs :
Par virement au numéro de compte
IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement VdT
(N'oubliez pas de nous envoyer un mail avec vos coordonnées à contact@lutte-ouvriere.be)

Ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 62 5100 Jambes.

Il ne faut pas laisser détourner notre colère !

L'interdiction des spectacles de l'humoriste Dieudonné en France a suscité le débat bien au-delà de la France. Et c'est sûr que voir le ministre français de l'intérieur Manuel Valls interdire le spectacle de Dieudonné pour cause de racisme, c'est un bel exemple d'hypocrisie.

Le même Valls a pu déclarer qu'il manquait « des Blancs, des blancos, des white » dans la ville d'Évry dont il était maire ou que les Roms ne peuvent pas s'intégrer, comme si la présence de 17 000 Roms était un problème insoluble pour un pays de 65 millions d'habitants !

Mais quand on déclare, comme Dieudonné, qu'il est « dommage » qu'un journaliste juif ne soit pas mort dans les chambres à gaz, on est en effet antisémite. Quand, sous couvert d'impertinence, on remue jusqu'à l'obsession les vieux clichés contre les juifs, clichés qui firent les belles heures de l'extrême droite des années 1930, du régime de Vichy et des nazis, on est antisémite.

Dieudonné véhicule une vision raciste de la société. Et le racisme anti-juif ne vaut pas mieux que le racisme anti-noir, anti-arabe, anti-rom ou anti-musulman. Que Dieudonné ait choisi Le Pen pour parrain de sa fille, qu'il ait mis son théâtre à la disposition du FN et qu'il aime fréquenter certains de ses cadres n'est donc pas innocent.

Avec son geste de la quenelle - le salut nazi vers le bas – il veut se donner un côté « anti-système », mais en fait, il ne fait que le servir. Car en reprenant à son compte le vieux mensonge des juifs qui dirigeraient le monde, il dédouane les capitalistes qui, eux, ont réellement le pouvoir. Les capitalistes bien européens, français, belges, allemands ou italiens, n'ont pas besoin de prétendues pressions de juifs pour licencier, baisser les salaires, et faire rembourser leur dette aux travailleurs.

Finalement le mauvais spectacle avec Dieudonné dans le rôle du bouffon antisémite et Valls en homme de poigne contre un humoriste, n'aura fait qu'ajouter encore à ce climat où les seules oppositions qui semblent exister dans la société sont celles entre communautés : entre Juifs et non-Juifs, entre « Européens » et Musulmans, entre différentes « cultures » et religions, ou en Belgique, entre Wallons et Flamands. Et où l'on oppose des travailleurs à d'autres travailleurs, des pauvres à d'autres pauvres.

Pendant ce temps, les patrons et les gouvernements à leur service ont pu continuer leur œuvre destructrice faite de licenciements, de baisse de salaires, d'exploitation et de chômage.

Parce que la vraie division de la société est en fait une division en classes sociales. D'un côté il y a les capitalistes, possesseurs des capitaux, des usines et des banques, ce qui leur donne le pouvoir de s'enrichir par le travail des autres et de jeter les travailleurs à la rue quand ils ne leur rapportent plus assez. De l'autre côté, il y a les travailleurs de toutes origines qui sont obligés de vendre leur travail. Les premiers ont tout le pouvoir, mais ils ne sont qu'une minorité. La division des travailleurs leur est nécessaire pour se maintenir au pouvoir et maintenir leurs privilèges.

C'est en cela que le racisme est un poison mortel pour les travailleurs. Car en divisant les travailleurs, il les désarme et laisse les mains d'autant plus libres aux exploiteurs. De l'Allemagne nazie à l'Afrique du sud de l'apartheid, en passant par les États-Unis ségrégationnistes et par le continent africain, où le racisme se décline avec l'ethnisme, les préjugés xénophobes se sont toujours retournés contre les travailleurs, contre les exploités, contre les plus pauvres, alors que les véritables responsables de la misère et de l'oppression prospéraient.

Oh oui, les travailleurs, les jeunes que ce système condamne au chômage et à une existence de « chair à exploiter », ont toutes les raisons de s'opposer au système. Mais ils doivent le faire sur leur propre terrain de classe, la classe qui fait fonctionner toute la société et qui ne peut tolérer que son travail soit détourné par les capitalistes dont les fortunes grandissent sur fond de chômage, d'exploitation, de guerres et de misère.

Ce sont les capitalistes qui sont responsables de la situation des travailleurs, c'est eux nos ennemis. On n'en a pas besoin d'autres.

Syndicats

Syndicat ou entreprise, il faut choisir

La CSC se prépare à faire des économies et à supprimer 200 emplois par la voie de prépensions. Comme n'importe quelle entreprise, le syndicat fait ainsi payer à ses employés et affiliés la perte de 100 millions d'euros (d'après la communication du syndicat), et peut-être aussi le fait qu'il reçoit moins d'argent de l'État pour traiter plus de dossiers de chômage. Et comme n'importe quelle entreprise, il a obtenu de l'État de pouvoir recourir à la prépension sans devoir remplacer les départs.

Le vrai syndicalisme est à l'antipode de tout cela : c'est l'association de travailleurs qui s'organisent ensemble pour établir un rapport de force qui leur permet d'imposer aux patrons de meilleures conditions de travail, de meilleures conditions salariales, de soins et de pension. Les placements financiers à risque, les subventions de l'État et la bureaucratie, ne sont pas compatibles avec ces objectifs.

C'est en revenant aux principes initiaux que les travailleurs auront un syndicat qu'ils contrôlent eux-mêmes et dont ils peuvent espérer quelque chose.



Changer les règles du jeu... ou y participer ?

Tintin & Bodson et Bodson

Un journaliste du Soir a voulu interroger le président de la FGTB wallonne, Thierry Bodson, sur les "grèves sauvages au TEC".


Bodson ou Bodson?

Et "Bodson" de confirmer au journaliste que, pour en finir avec ces grèves, il faudrait "interdire les votes à main levée dans les assemblées syndicales et imposer le vote à bulletin secret".

Paul Magnette, président du PS et apparemment lecteur du Soir, s'empressa de soutenir cette surprenante initiative du leader syndical.

Pas de chance, le journaliste n'avait pas composé le numéro de Thierry Bodson mais… de Philipe Bodson, ex patron de Tractebel et ancien président de la FEB ! Le patron s'était bien gardé de détromper le journaliste…

Finalement, la morale de cette farce belge, un brin surréaliste, est assez simple. Ni le journaliste, un peu pressé, ni le responsable syndical, taiseux sur le coup, ni le président du PS, trop bavard, ni le patron des patrons n'approuvent les grèves décidées par les travailleurs eux-mêmes. On s'en doutait un peu...

Echos des entreprises

Audi / VW - Forest

Donnant-donnant ?

La direction ne veut pas accorder de prime de participation aux bénéfices avant la signature de la nouvelle convention collective. Sous-entendu : ils nous donnent la prime, si nous acceptons des nouvelles concessions.

D'après la direction, ce serait « donnant-donnant ». Oui, nous donnons notre travail, et en retour, nous avons droit à toujours plus d'exploitation !

Les patrons ne cèderont quelque chose que le jour où nous serons déterminés collectivement à les y obliger.

Et en prime : nos primes !

Audi et tout le groupe Volkswagen font des profits record depuis des années. Mais cela ne leur suffit pas. En prime, les actionnaires s'offrent… de nous reprendre la majoration d'ancienneté de la prime de fin d'année ainsi que notre prime de participation aux bénéfices.

Merci pour eux !

Emballage trompeur

A l'approche du salon de l'auto, toutes les marques d'automobile font leur pub sur papier glacé dans les journaux.

Mais Audi a trouvé encore mieux : inviter le ministre-président bruxellois Vervoort à l'usine. Cela permet de se faire présenter pendant deux bonnes minutes au JT de RTL comme bon employeur qui propose un avenir aux jeunes. C'est beau, c'est chic, et ça ne coûte rien, vu que la Région bruxelloise allonge les millions pour former des travailleurs sur mesure pour l'usine.

Pile ils gagnent, face on perd

L'usine VW à Wolfsburg a produit le plus grand nombre de voitures depuis 21 ans. D'après le directeur du site, cela n'a été possible que grâce à 98 jours de travail supplémentaire et la non-fermeture de l'usine en été.

Bref, quand ils produisent moins, les travailleurs perdent leur emploi, quand ils produisent plus, les travailleurs perdent leur temps libre et leur santé…

Pour que les travailleurs sortent de la crise, il faut répartir les richesses autrement, en prenant sur les profits pour mieux répartir le travail entre tous, sans baisse des salaires !

Leur société

Oui, il faut « réformer » l'indexation, sous le contrôle des travailleurs !

La Commission de l'indice des prix, où siègent des représentants de l'administration, du patronat et des syndicats, vient de décider une réforme du mode de calcul des prix à la consommation qui sert de base à l'indexation des salaires.

Le changement principal est que la composition des produits de référence du « panier de la ménagère » pourra être revu chaque année, au lieu de tous les 8 ans.

Ce changement n'est pas que technique. Il était réclamé par les organisations patronales. L'astuce est de trouver à chaque fois un nouveau prétexte pour « calculer » l'inflation en dessous de la réalité : début 2013, la prise en compte des soldes et de produits blancs avait permis de baisser l'indexation de 0,5%. Les spécialistes de la fédération patronale Agoria ont déjà repéré de nouvelles excellentes raisons de revoir l'indexation à la baisse, dans les nouveaux tarifs des télécoms par exemple.

Au lieu de cette indexation vidée de contenu sous supervision patronale, les travailleurs doivent imposer une échelle mobile des salaires basée sur le contrôle des prix par des comités populaires faisant appel aux experts incollables que sont mères et pères de famille, les pensionnés, les chômeurs...

Le chômage : un fléau à combattre d'urgence

Nombre de chômeurs en hausse

D'après l'ONEM, le nombre de chômeurs complets indemnisés a augmenté de 7,5% en un an. Et d'après, les chiffres du SPF Economie, 24,5 % des 15-24 ans sont au chômage.

Le chômage pour les uns, c'est aussi les cadences infernales pour les autres. La seule solution est le partage du travail entre tous sans diminution des salaires !

Un travail et un salaire pour tous !

Alors qu'on dénombre plus de 150 000 demandeurs d'emplois en Région bruxelloise, Actiris n'a reçu, au cours du mois de novembre 2013, que 8 111 offres d'emploi, dont les deux tiers concernaient des postes hors de la région bruxelloise.

Et il y en a encore pour dire que les chômeurs ne veulent pas travailler...

Stop à la chasse aux chômeurs !

Pendant les 6 premiers mois de 2013, l'ONEM a prononcé 8.982 sanctions contre des chômeurs, une catastrophe pour chacune des personnes concernées. Le nombre des sanctions est en constante augmentation, parallèlement au durcissement des critères.

Refusant d'imposer le moindre frein aux capitalistes responsables du chômage, le gouvernement s'en prend aux victimes des licenciements. Jusqu'à ce que les travailleurs imposent l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous, sans diminution de salaire !

Dans les entreprises

Les subventions aux capitalistes volent haut...

Le gouvernement belge a décidé d'accorder une aide de 20 millions d'euros par an aux compagnies aériennes basées à Brussels Airport. Brussels Airlines bénéficiera de la majorité de ce montant (environ 15 millions), avant Jetairfly et Thomas Cook. Cette « aide » a pour objectif de concurrencer les « conditions sociales favorables » dont bénéficient les compagnies basées en Irlande ou en Grande-Bretagne, c'est-à-dire Ryanair et Easy Jet.

Ryanair de son côté reçoit 20 millions par an du gouvernement wallon pour être installée à Charleroi...

Les gouvernements montrent une fois de plus que, sous différents prétextes, ils servent les capitalistes.

Pour les patrons c'est tous les jours le ticket gagnant

Huit pays, parmi lesquels figure la Belgique, ont octroyé 435 millions de tonnes de CO_2 gratuitement à ArcelorMittal sur la période 2008-2012 afin que le groupe puisse assurer sa production d'acier.

Et comme ArcelorMittal a fermé plusieurs de ses usines, il peut revendre pour 800 millions d'euros les quotas de CO_2 non émis qui lui restent.

Alors que l'entreprise sidérurgique accumulait les quotas CO_2 gratuits, elle a procédé à une réduction de ses effectifs en Europe, qui sont passés de 130.000 travailleurs en 2008 à 87.000 travailleurs à la fin 2013, soit une perte de plus de 40.000 emplois, dont plus de 5.000 en Belgique.

Même quand ils sont en train de licencier les patrons sont subventionnés. C'est aux travailleurs que cet argent devrait revenir !

La réforme de l'État : le compte n'y est pas !

Avec le début de l'année, un certain nombre de compétences, comme les allocations familiales, sont transférées du niveau fédéral aux régions et communautés, et avec eux 4366 équivalents temps plein de fonctionnaires.

Dans le micmac généralisé du découpage, il s'avère que le nombre de fonctionnaires nécessaires pour assumer ces tâches n'y est pas du tout. On s'apercevra demain que l'argent nécessaire aura été perdu également quelque part dans le transfert.

Voilà le début de ce vaste programme d'austérité déguisé en « réforme de l'État ».

Au nom de qui ?

En Flandre, avec la scission de la caisse des allocations familiales, les parents d'enfants handicapés craignent de voir l'allocation majorée pour les enfants handicapés disparaître. En effet, comme par hasard, on voit apparaître des statistiques et comparaisons, comme quoi il y aurait plus d'enfants handicapés en Flandre qu'en Wallonie suggérant qu'une partie des enfants ne devrait peut-être plus être considérée comme tels.

Tous les partis flamands ont prétendu que la réforme de l'État serait dans l'intérêt des Flamands. Sauf qu'apparemment, il vaut mieux être un riche Flamand en bonne santé qu'un Flamand pauvre et handicapé…

Choisir son camp.

Début janvier, le Conseil d'État a donné raison au syndicat de la police Sypol qui réclame le payement des primes de nuit et de week-end, ce que le gouvernement refusait.

Mais entre-temps, la charge financière de la police a été en grande partie transférée aux communes, qui risquent de devoir éponger un arriéré de 400 millions €.

Claude Erdekens (PS), évoquant les pénuries de budgets, menace déjà d'une accélération des licenciements dans les communes.

Les policiers ont peut-être moralement gagné leur augmentation de revenu, mais il n'y a personne pour la payer ! Alors il faudra que les policiers soient avec les travailleurs lors des prochaines grèves pour les salaires.

Encore des économies sur le dos des plus faibles

L'accueil familial d'urgence prend en charge des enfants confrontés à des situations de crise en leur trouvant une famille d'accueil temporaire, 45 jours maximum, pour mettre l'enfant à l'abri le temps pour l'équipe de trouver une solution.

Les services de l'accueil familial d'urgence lancent un cri d'alarme face aux économies que veut leur imposer la ministre de l'Aide à la jeunesse de la Communauté française, Évelyne Huytebroeck (Écolo). La ministre propose en effet une réduction de la masse salariale pouvant aller jusqu'à 35 % et une diminution des frais de fonctionnement atteignant jusqu'à 75 %.

Dans ces conditions, des antennes de l'accueil familial d'urgence risque de devoir fermer leurs portes et ne sauront plus assurer un suivi de qualité.

Pourtant dans le même temps, la ministre prévoit d'augmenter le nombre d'accueils de 12 %. Et sur la dernière année, le service a déjà augmenté ses accueils de 40 %.

Les demandes ne cessent d'augmenter et ne peuvent déjà pas toutes être comblées par manque de places ou de moyens.

Faire des économies dans les services utiles à la population qui manquent déjà de moyens, voilà une solution ministérielle. Prendre l'argent sur les fortunes des grands actionnaires, des banquiers, voilà ce qu'il faudra imposer.

Au secours, le PS fait des promesses !

Pour les grands partis du gouvernement, la campagne électorale a déjà commencé… Ainsi le président du PS Paul Magnette a dit qu'il voulait taxer les « multi-propriétaires », c'est-à-dire les propriétaires de beaucoup d'immeubles qu'ils mettent en location.

Avant les dernières élections, le PS avait promis un impôt sur les fortunes et pour finir, c'est la diminution des allocations de chômage, la diminution des pensions, le gel des salaires et un énorme paquet de mesures d'austérité qu'on a eu.



N'en déplaise à Magnette si les locataires restent dubitatifs quant à voir leur situation s'améliorer grâce aux socialistes...

Ils sont contents… mais la catastrophe approche

Les journaux financiers se félicitent que, grâce à la réforme du statut ouvrier-employé, le coût des licenciements ait beaucoup baissé en Belgique, jusqu'à 30% voire davantage pour les employés… soit 58 % des salariés du pays.

Les entreprises sont désormais plus compétitives, les indemnités de licenciements non payées aux travailleurs pourront désormais être partagées entre les actionnaires… Mais cela diminue d'autant le niveau de vie des travailleurs et leur capacité d'achat. Alors ça aggrave encore la crise…

2014 : le patronat continue sa guerre de classe contre le monde du travail

Johnny Thijs, le patron démissionnaire de BPost, a été nominé par le magazine Trends au titre de « manager de l'année ».

Thijs avait donné sa démission, suite à la tentative du gouvernement de diminuer les salaires des top-managers des entreprises dans lesquelles l'État est toujours actionnaire. Sa rémunération devait ainsi passer de 1,1 millions par an à 650.000 euros, soit encore l'équivalent de près de 28 salaires de postiers. En effet, en 2012, le salaire d'un facteur était de 1670 € brut, ou environ 23.000€/an, en comptant les pécules de vacances et primes de fin d'année.

Thijs exigeait cette haute rémunération pour avoir supprimé près de 18.000 emplois (en équivalents temps plein) depuis 2002, l'année de son entrée en fonction. De 44.000 postiers en 2000, BPost ne compte plus aujourd'hui que 26.500 équivalents temps plein. Les départs à la pension n'ont pas été remplacés et de nombreuses activités ont été transformées en emplois précaires. La charge de travail s'est alourdie considérablement, et les tournées des facteurs sont chronométrées à la seconde près. Un sous-statut de facteur « low cost » a été introduit qui ne gagne même plus le salaire déjà mince du facteur statutaire, et des centaines de bureaux de Poste ont été fermés.

Cette destruction sociale a été accompagnée d'une campagne répugnante contre le prétendu privilégié qu'était le fonctionnaire de la Poste au profil de tire-au-flan… et qui coûterait beaucoup trop cher pour être « compétitif » d'après Thijs, qui a déclaré que lui-même ne se lèverait pas pour 290.000 €/an…

C'est ainsi que Thijs, qui a dirigé la privatisation et l'entrée en bourse de la Poste, a pu générer des centaines de millions d'euros de profits chaque année pour le fonds d'investissement CVC qui en est actionnaire.

Thijs, comme son confrère Bellens, ex-patron de Belgacom, a reçu beaucoup de soutien du monde patronal. Ce n'est pas étonnant, mais il s'agit de bien plus qu'un soutien à la rémunération des top-managers. Car la politique qu'il a menée à la Poste, est tout à fait représentative de l'offensive que le patronat mène dans toutes les entreprises privées, et que l'État mène dans tout le secteur public, en particulier dans les entreprises publiques en voie d'être privatisées.

Et cette politique anti-sociale, le patronat et les ministres à son service comptent bien la poursuivre et l'accélérer. Car, en cette période où l'économie stagne, pour distribuer des dividendes équivalents ou plus élevés encore aux actionnaires l'année prochaine, il n'y a qu'une solution : extraire encore plus de profits des travailleurs, en les faisant travailler encore plus, pour un salaire moindre. Et là, il s'agit de milliards d'euros en plus pour les actionnaires… et en moins pour les travailleurs.

L'actuelle campagne anti-PS initiée par une fraction du patronat à l'occasion de la démission de Thijs n'est que l'expression de cette combativité patronale.

Pourtant le PS au gouvernement a rendu d'aussi bons services à la classe capitaliste que l'ex-patron de BPost, dont la libéralisation fut mise en route par Di Rupo lui-même, en tant que ministre de la fonction publique à l'époque. Maintenant, Di Rupo et son gouvernement ont décidé les plus importantes économies de l'histoire sur le dos de la population. Ils ont décidé aussi une réforme de l'État qui est en fait un plan d'austérité de grande envergure qui déploiera ses méfaits dans les 10 années à venir.

Mais les patrons en veulent toujours plus. Et tant pis, si le PS déçoit ses électeurs et ne peut même pas mettre à son actif un petit geste tout à fait symbolique, comme celui de diminuer les rémunérations des top-managers. Pourtant cette mesure ne remettait en question ni les profits, ni les privatisations, ni le pouvoir des capitalistes, ni la baisse des salaires.

Face aux velléités du ministre des Entreprises publiques Labille d'appliquer la décision du gouvernement de baisser les salaires des top-managers, le patronat réagit comme n'importe quel patron face à n'importe quel employé à son service qui n'aurait pas correctement appliqué ses directives : il lui rappelle que ce sont eux les patrons et pas l'inverse.

Ce pouvoir et cette arrogance, le patronat ne les perdra que face à l'action collective des travailleurs prêts à défendre leurs intérêts avec autant de détermination que le patronat défend ses profits. Car en fin de compte, sans le travail des millions de travailleurs, les capitalistes ne sont rien.

Les capitalistes sont prêts à réduire les travailleurs au chômage et à la misère pour maintenir leurs profits. Se préparer à la lutte pour imposer l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous, sans perte de salaire, en prenant sur les profits, voilà la seule bonne résolution pour 2014 qui tienne pour les travailleurs !

En Flandre comme en Wallonie, les réfugiés afghans marchent pour leur cause

Prenant au mot les politiciens belges qui leur prétendent que les Flamands sont plus hostiles à leur cause que les Wallons, le collectif des demandeurs d'asile afghans a décidé, le 11 janvier, de marcher en Flandre pour y faire connaître leur situation et leur combat. Les réfugiés afghans réclament leur régularisation, le droit d'asile pour échapper à leur pays en guerre. Et si bien sûr ils ont rencontré, comme en Wallonie, des réactions hostiles à leurs revendications, leur action a aussi fourni l'occasion à de nombreuses personnes de leur exprimer leur sympathie et leur intérêt. Chaque ville traversée a eu ses témoignages de solidarité et de respect, venus de jeunes gens, de familles, d'organisations syndicales ou humanistes. Des repas, des couvertures, des chaussettes sèches leurs ont été fournies par des anonymes qui savent ce que « solidarité » veux dire.

A Merchtem, les 200 marcheurs afghans ont fait une halte devant le domicile de la secrétaire d'État à l'asile et à la migration, la libérale flamande Maggie de Block, qui assume une ligne d'intransigeance face aux demandes d'asile des Afghans sur le mode « la région de Kaboul est sûre ». Les marcheurs ont symboliquement déposé dans sa boîte aux lettres un billet d'avion pour la capitale afghane, dans laquelle les soldats belges eux-mêmes vivent dans un camp retranché.

Pendant que les partis politiques étalent leur pleutrerie ou se vautrent dans la démagogie anti-étranger, le courage et le militantisme de réfugiés afghans, venus de si loin, contribue à rapprocher ces Wallons et ces Flamands qui ont pu vérifier qu'ils n'étaient pas si seuls à désapprouver la politique inhumaine du gouvernement à l'égard des réfugiés.



Collectif Krasnyi / Karim Brikci-Nigassa

Pour l'union des travailleurs !

Les citoyens roumains et bulgares, membres de l'Union européenne depuis 2007, s'étaient vu limiter l'accès aux marchés de l'emploi de certains pays, dont la Belgique. Les travailleurs roumains et bulgares étaient soumis à l'obligation du permis de travail, de même que les entreprises devaient demander une autorisation d'occupation.

Cette inégalité est aujourd'hui supprimée et c'est tant mieux !

Tout ce qui divise les travailleurs renforce nos exploiteurs. Et c'est ensemble que les travailleurs auront la force de faire payer les patrons pour améliorer leurs conditions de vie !

Une vérité coloniale qui dérange

Le curé des villages de la paroisse de Saint-Ode dans les Ardennes a été licencié par son employeur, le diocèse de Namur. La raison non avouée est le livre que ce prêtre belge d'origine congolaise a écrit sur le passé colonial belge au Congo, sans taire la violence et le comportement révoltant des missionnaires belges blancs.

Par le licenciement de son curé, l'Église montre encore une fois qu'elle n'a toujours pas l'intention de passer à la confession de ses péchés coloniaux.



L'Eglise... toujours bien installée!

Les riches continuent à s'enrichir

La fortune des 300 personnes les plus riches du monde a augmenté de 524 milliards $ en 2013 pour atteindre 3 700 milliards $. 1ère place : Bill Gates (monopole des systèmes d'exploitation des PC) ; 2e : Carlos Slim (monopole des télécommunications au Mexique et dans de nombreux autres pays) ; 3e : Amancio Ortega, patron de Zara (exploitation du travail des enfants au Bangladesh et ailleurs).

Voilà où se trouve une partie de l'argent nécessaire pour créer des emplois, partager le travail, augmenter les salaires et pensions…

Dans le monde

Vive la lutte des ouvriers du textile au Cambodge

Au Cambodge, les ouvriers du textile ont manifesté une nouvelle fois dans la capitale vendredi 3 janvier. La police a fait trois morts. Leur lutte se poursuit depuis des mois, par les grèves et les manifestations. Ils réclament un salaire de 160 dollars par mois, le double de ce qu'ils touchent actuellement. Les syndicats dénoncent l'épuisement des 650 000 ouvriers embauchés dans les usines textiles au Cambodge, sous-alimentés et surmenés.

La plupart travaillent en sous-traitance pour des grandes marques internationales. **L'exploitation ne connait pas les frontières. Heureusement, la lutte de classe non plus.**

Ne pas jeter sur la voie publique, svp.